

NOTICE D'ACCESSIBILITÉ (DAT-n° 10)

(D'autres types de notices peuvent être utilisés, mais les éléments de détail prévus par le décret du 11 septembre 2007 devront impérativement y figurer)

1. RAPPELS

a. Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 – articles 41 à 43 et 51 « volets accessibilité »
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 – cadre bâti « ERP – IOP – BHC et MI » – modifié par décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Décret n° 2007-1327 et arrêté du 11 septembre 2007 – dossier spécifique « accessibilité des ERP et IOP »
- Décret n° 2006-1089 du 30 août 2006 – « modification des CCDSA »
- Arrêté du 1er août 2006 – ERP et IOP « neufs » – modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007
- Arrêté du 21 mars 2007 – ERP et IOP « existants »
- Arrêté du 22 mars 2007 – attestation de travaux accessibilité « ERP et IOP » – modifié par l'arrêté du 03 décembre 2007
- Arrêté du 9 mai 2007
- Arrêté du 11 septembre 2007
- Annexe 3 à l'arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 03 décembre 2007
- Circulaire 2007-53 du 30 novembre 2007
- Arrêt modifier du 8 novembre 2014

b. L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public défini à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap**.

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements »

c. Fin de travaux

Selon l'article R.111-19-29 du CCH en fin de travaux :

- Dans le cas d'un permis de construire : l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES RÈGLES D'ACCESSIBILITÉ** qui sera jointe à la DAACT telle que définie par les articles R.111-19-27 à R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :
- Dans le cas d'une autorisation de travaux : le maître d'ouvrage doit solliciter le passage de la commission d'accessibilité compétente.

d. Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. — Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

Le projet doit prendre en compte tous les types de handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage ;

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée ;

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage ;

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

2. OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, dans le cadre d'une construction, d'un aménagement ou d'une modification d'un ERP, l'engagement du maître d'ouvrage vis-à-vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier (permis de construire ou autorisation de travaux).

a. Renseignements utiles

Toutes précisions concernant cette notice peuvent être demandées auprès de :

b. Direction départementale des territoires (DDT) – Tarn – Mission Accessibilité

Tél. : 05 63 81 27 50 01

3. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire ou de l'autorisation de travaux : le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant la vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission d'accessibilité compétente (commission communale ; d'arrondissement ou sous-commission départementale d'accessibilité [SCDA])

Important : Formuler si nécessaire la demande de dérogation (art R 111-19-6 et R.111-19.10 du CCH)

Le Préfet peut accorder des dérogations, après consultation de la SCDA, aux dispositions des articles R.111-19 à R.111-19.5 et R.111-19-7 à R.111-19-9 qui ne peuvent être respectées du fait d'une impossibilité technique résultante de l'environnement du bâtiment et notamment des caractéristiques du terrain, de la présence de constructions existantes ou de contraintes liées au classement de la zone de construction, notamment au regard de la réglementation de prévention contre les inondations ou s'agissant de la création d'un ERP ou d'une IOP dans une construction existante, en raison de difficultés liées à ses caractéristiques ou à la nature des travaux qui y sont réalisés ou pour des motifs liés à la conservation du patrimoine architectural en cas de création d'un ERP par changement de destination dans un bâtiment ou une partie de bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

La demande de dérogation dûment motivée, soumise à la procédure ou aux modalités prévues aux articles R.111-19-23 ou R.111-19-25 est jointe à cette notice (formulaire page 13). Cette demande indique les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger, les éléments du projet auxquels elles s'appliquent et les justifications de chaque demande (art.4 de l'arrêté du 11 septembre 2007) Si l'établissement remplit une mission de service public, elle indique en outre les mesures de substitution proposées (art. R111-19-10b du CCH)

4. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier transmis pour étude devra comporter les pièces suivantes :

Dans le cadre d'un permis de construire, le dossier spécifique PC 39 doit contenir (art. R.111-19-18 et R.111-19-19) :

- Un plan côté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ; conditions de raccordement à la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement,
- Un plan côté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales ; les aires de stationnement et s'il y a lieu les locaux sanitaires destinés au public,
- La présente notice d'accessibilité,
- Le formulaire d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP.

Dans le cadre de l'autorisation de travaux, le dossier comporte (art. R.111-19-18 et R111-19-19)

- Le formulaire d'autorisation de travaux,
- Un plan côté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ; conditions de raccordement à la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement,
- Un plan côté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales ; les aires de stationnement et s'il y a lieu les locaux sanitaires destinés au public,
- La présente notice d'accessibilité.

Remarque : les plans côtés doivent faire apparaître aux moyens de détails (art.2 de l'arrêté du 11 septembre 2008).

- Faire figurer les rectangles d'espace d'usage (0,80 x 1,30) et les aires de rotation (Ø 1,50), circuits piétons, pentes des plans inclinés,
- Indiquer et coter les stationnements, les cheminements usuels et les niveaux actuels et finis.
- Coter les paliers, sas, dégagements, couloirs, portes, pièces sanitaires, etc.

5. DONNÉES CONCERNANT L'OPÉRATION

a. Désignation de l'opération

1. DEMANDEUR (bénéficiaire de l'autorisation)

Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet
Espace Ressources - Le Causse Espace d'Entreprises
40 Avenue de la Montagne Noire
81115 CASTRES Cedex
Tél. 05 63 73 50 23 – Mob. 06 77 55 76 98
Chargé d'opérations : Vincent AMOROSETTI

2. ÉTABLISSEMENT

NOM de l'établissement : ARCHIPEL
Activité avant travaux : X Cat 1° Après travaux : X Cat 1°
IDENTITÉ du futur exploitant : Inchangé de l'initial Profession libérale : OUI ☐ NON ☒
TYPE(S) et CATÉGORIE de l'établissement : X Cat 1°
ADRESSE : ARCHIPEL - Avenue Georges Pompidou
Code postal : 81 100 Commune : CASTRES
Demande de permis de construire en cours : OUI ☐ NON ☒

b. Désignation des acteurs

1. Maître d'ouvrage :

Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet
Espace Ressources - Le Causse Espace d'Entreprises
40 Avenue de la Montagne Noire
81115 CASTRES Cedex
Tél. 05 63 73 50 23 – Mob. 06 77 55 76 98
Chargé d'opérations : Vincent AMOROSETTI

2. Maître D'œuvre :

Benoît CABROL Architectes D.P.L.G
41 bis, rue Amiral Galiber – 81 100 CASTRES
contact@cabrol-architectes.fr
Tel 05 63 71 49 71

3. Si celui-ci est connu, bureau de contrôle ou architecte a, qui est confié, l'établissement de l'attestation de prise en compte des règles d'accessibilité :

SOCOTEC - Agence Midi Pyrénées Bureau de l'Avérans-Tarn
81990 LE SEQUESTRE
Tél. : 05 63 38 39 98 - Fax : 05 63 47 14 81
E-mail : construction.rodezalbi@socotec.com
Responsable d'affaires : Emmanuel GAU - emmanuel.gau@socotec.com - Tél : 06.09.48.47.37

4. Nom de l'intervenant :



L'attention du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre est attirée par le fait que la liste suivante est non exhaustive, non limitative et A ADAPTER A CHAQUE PROJET.

Le détail de l'ensemble des dispositions réglementaires figure dans les articles R111-19 à R111-19-12 et les arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés par les arrêtés du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRÉSENT PROJET

**Détails à prendre en compte dans la notice :
[art 2-3° de l'arrêté du 11 septembre 2007]**

Les dimensions des locaux et les caractéristiques des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public

- Dispositifs de contrôle d'accès, notamment digicodes et visiophones ;
- Portes automatiques, portillons, tourniquets ;
- Guichets, banques d'accueil et d'information, caisses de paiement ;
- Mobilier fixe, notamment tables, comptoirs, sièges, présentoirs, lits, appareils sanitaires isolés, fontaines ;
- Appareils distributeurs, notamment distributeurs de tickets, de billets, de boissons et denrées ;
- Dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétiques, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation ;
- Équipements de mobilité, notamment ascenseurs et appareils élévateurs, escaliers et trottoirs mécaniques ;
- Équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, claviers...

La nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds situés sur les cheminements

[Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle, dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions]

Le traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration

[Niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons — aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux]

c. Les dispositifs d'éclairage des parties communes : tout point du cheminement extérieur accessible, postes d'accueil, tout point des circulations intérieures horizontales, tout point de chaque escalier et équipement mobile

[Niveaux d'éclairement visés et moyens éventuellement prévus pour l'extinction progressive des luminaires]

RENSEIGNEMENTS APPLICABLES À VOTRE PROJET

❖ CHEMINEMENTS EXTERIEURS

[Article 2 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel [largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi-tour, de repos, d'usage...]
- Repérage, guidage [contraste visuel, signalisation...]
- Sécurité d'usage [hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers...]
- Qualité d'éclairage [minimum 20 lux]
- ...

1) Description

a. Repérage et guidage :

Prise en compte des sens de circulation avec une signalétique adaptée, marquage au sol des zones de circulation sécurisée.
Mise en place de bande de guidage en résine de couleur contrastée et tactile depuis les places de stationnement PMR jusqu'à l'entrée de l'établissement, suivant l'annexe 6 et la norme NF p 98-352 : 2015.
Mise en place de potelets pour repérage des passages piétons.

b. Caractéristiques dimensionnelles :

Les cheminements du parc de stationnement, des points de desserte par les services collectifs (Bus collectif et autre) jusqu'à l'entrée de l'établissement présente une largeur de plus de 1,40 mètre libre de tout obstacle, les pentes sont inférieures 4 % (parvis 2 % avec un palier plat devant l'entrée pour l'ensemble des manœuvres devant les portes).

c. Sécurité d'usage

Mise en place de bande podotactile de couleur constatée au droit des passages, à une distance reculée de 50 centimètres de la bordure, mise en œuvre suivant prescription conforme à la norme NF P98-351 : 2015, marquage conforme à l'arrêté du 16 février 1988 et à l'article 13 de l'instruction interministérielle sur la signalétique routière 7e partie du 16 février 1988, contraste visuel entre chaussées et le marque.

Pour les franchissements entre voirie et bordure du parvis, réalisation de passage piéton ponctuel et signalé par poteau de couleur contrastée avec une tête de couleur blanc (Diamètre 6 centimètres, hauteur 1,10 mètre visible),

Les trous et fentes situés en sol sur l'ensemble des cheminements accessibles ont une largeur ou un diamètre inférieur ou égal à 2 cm seront bouché et colmaté sans faire de creux, n'i de bosse.

Éclairage du cheminement à 20 lux moyens suivant article 14.

❖ STATIONNEMENT

[Article 3 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Nombre : 2 % du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur...
- Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol
- Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40 m minimum
- ...

1) Description

a. Situation

Implantation de ceux-ci au plus proche du parvis et en liaison avec entrée de l'établissement.

b. Repérage

Mise en place de panneaux de signalisation des places réservées de type B6d et B6h, en tête des places sur une hauteur visible (Hauteur > 2.20 mètres)

c. Nombre

Traçage de 9 places de stationnement PMR avec pictogramme sur les 285 places, soit 3.16 %.

d. Caractéristiques dimensionnelles

- 5,00 mètres de profondeur,
- 3,30 mètres de largeur,
- Marquage en fond de place d'une surlargeur de 1,20 mètre sur la largeur des places et en liaison avec la bande de guidage

e. Atteinte et usage

Le parc stationnement est sans contrôle d'accès et chaque place PMR est identifiable à distance

❖ ACCES AUX BATIMENTS

[Article 4 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Entrées principales facilement repérables [éléments architecturaux, matériaux différents ou contraste visuel...]
- Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage...)
- Nature et positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées de porte...)
- ...

1) Description

a. L'accès est horizontal et sans ressaut

L'accès à l'établissement se fait par un parvis présent une pente 2% se finissant par une zone plane sur plus de 8 mètres devant les portes et présence sans ressaut.

Seul des caniveaux sont à franchiser sur le parvis, il est prévu de remplacer les grilles pour avoir une maille à 2 centimètres de vide.

b. Repérage

Reprise de la signalisation des entrées de l'établissement qui soit plus visible depuis la voirie urbaine et mise en place de panneaux indicateurs des entrées depuis le parc de stationnement

c. Atteinte et caractéristiques minimales

Accès principal (au centre du sas d'entrée) : Porte automatique, largeur de passage de 1,40 mètre libre.

Accès secondaire pour évacuation de secours (sur les extrémités du sas d'entrée) : Portes à deux vantaux (Largeur de chacun > 1,90 mètre), ouvrant sur l'extérieur.

Marquage des parties vitrées : suivant arrêté du 20 avril 2017, mise en place de bandes horizontales d'une largeur de 5 cm situés à 1,10 mètre et 1,60 mètre de hauteur, de couleur qui contraste avec votre environnement

Les éléments d'information relatifs à l'orientation répondront aux exigences définies à l'annexe 3

❖ ACCUEIL DU PUBLIC

[Article 5 de l'arrêté du 1er août 2006 et du 8 décembre 2014]

- Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable
- Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant
- Qualité d'éclairage (minimum 200 lux)
- ...

1) Circulation dans le hall et accès au guichet

Reprise des barrières de la file d'attente et mise en place d'une sortie d'accueil :

File d'attente d'arrivé : largeur libre de 1.60 mètre entre barrières, mise en place en sol d'une signalétique de « Zone de confidentialité » en taille et couleur suivant la norme et arrêté, à une distance de plus de 2,50 mètres du guichet d'accueil pour faciliter toute manœuvre, afin que le PMR repasse par la file de sorties, de largeurs de 1.20 mètre libre entre barrières, afin de faciliter et mettre en sécurité jusqu'aux entrées portique auto d'accès bassins ou patinoire de larguer de plus de 1.65 mètre libre avec l'aide d'une personne de l'accueil pour ouverture de ceux-ci.

Mise en place des pictogrammes pour améliorer la compréhension des accès et servitudes, en taille et police adéquate.

2) Accueil mobilier

a. Niveau Rez-de-chaussée - Guichet billetterie (Accueil de l'établissement)

Reprise de l'ensemble de la banque d'accueil en façade pour avoir les exigences :

- De qualité d'usage en position assis / debout du mobilier d'accueil avec une reprise de la banque en intégrant une tablette ayant les caractéristiques :

- Hauteur du guichet à 0,80 mètre,

- Vide en partie inférieure d'au moins 0,30 mètre de profondeur, 60 centimètres de largeur et 70 centimètres de hauteur.

Ce mobilier sera de type traversant facilitant ainsi la transmission des éventuels documents

Qualités lumineuses avec un minimum de 200 lux

Mise en place d'un système mobile de transmission du signal acoustique par induction magnétique, respectant les dispositions décrites en annexe 9 de l'arrêt modifié du 8 décembre 2014

Sol non brillant et non glissant : Granit de couleur gris clair

b. Niveau Rez-de-Chaussée - Comptoir de l'espace patinoire change (niveau RdC)

Réalisation d'un guichet adapté dans le comptoir de l'espace patinoire change, de qualité d'usage en position assise / debout en intégrant une tablette ayant les caractéristiques :

- Hauteur du guichet à 0,80 mètre.

- Vide en partie inférieure d'au moins 0,30 mètre de profondeur, 0,60 mètre de largeur et 0,70 mètre de hauteur.

Ce mobilier sera de type traversant facilitant ainsi la transmission des chaussures ou autres éléments

Qualités lumineuses avec un minimum de 200 lux

Mise en place d'un système mobile de transmission du signal acoustique par induction magnétique, respectant les dispositions décrites en annexe 9 de l'arrêt modifié du 8 décembre 2014

Sol non brillant et non glissant : dalle PVC noir, signalisation des mobiliers par des couleurs contrastées (Jaune sur noir)

c. Niveau Restaurant (R+1)

Mise en place de tablette pliable sur chaque point (Espace de paiement en sortie de restaurant, au bar côté patinoire, au bar derrière le buffet et au Kiosque sur la terrasse extérieure), de qualité d'usage en position assis / debout en intégrant une tablette ayant les caractéristiques :

- Hauteur du guichet à 80 centimètres.

- Vide en partie inférieur d'au moins 30 centimètres de profondeur, 60 centimètres de largeur et 70 centimètres de hauteur.

Qualités lumineuses avec un minimum de 200 lux ponctuellement

Mise en place d'un système mobile de transmission du signal acoustique par induction magnétique, respectant les dispositions décrites en annexe 9

❖ CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES

[Article 6 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux)*
- ...

1) Généralité

Mise en place des repérages et le guidage contrasté suivant les supports, indication des lieux les plus importants, activité, sanitaire, etc. et sortie du bâtiment

L'ensemble de la signalétique aura comme exigence :

1- La Visibilité :

Pour atteindre cet objectif sous trois éléments à mettre en place sont, le regroupement des informations, la lecture en position assise ou debout possible, si la hauteur < 2,20 mètres, on doit pouvoir approcher à moins de 1 mètre.

2- La Lisibilité :

Pour atteindre cet objectif en contraste, taille des caractères, hauteur minimale : 4,5mm, 15 mm pour informations d'orientation et suivant l'arrêté du 20 avril précisent que la hauteur des caractères ne peut être inférieure à 100 mm pour le numéro ou la dénomination du bâtiment rappelé en façade.

3- La Compréhension :

Afin de permettre à toute personne et aux PMR de comprendre les panneaux de signalétique, obligation d'utilisation des pictogrammes normalisée, selon l'arrêté du 20 avril, les icônes ou pictogrammes doivent être doublés par une information écrite. On utilisera autant que possible des lettres en bâtons pour les informations écrites. Celles-ci seront concises, faciles à lire et à comprendre.

Si la signalétique repose sur un code couleur, elles sauront être homogènes et continues dans tout l'établissement et sur tous les supports de communication.

Indication aux entreprises de prise en compte du lien : <https://www.handinorme.com/accessibilite-handicap/30-une-signalétique-interieure-efficace-et-en-regle>

2) Contrainte des passages suivant les contraintes de l'annexe 2 du 8 décembre 2014

a. Largeur des passages hors porte,

Ayant au minimum une largeur de passage pour les allées structurelles de 1,20 m libre,

Pour les passages et autres allées d'une largeur de 1,05 m au sol au minimum et de 0,90 m au minimum à partir d'une hauteur de 0,20 m par rapport au sol, il sera mis en place une indication à hauteur pour signaler visuellement avec fléchage et le lieu des destinations, les endroits où le passage sera plus favorable pour les PMR.

Le cheminement balisé aura les caractéristiques de contrainte de pouvoir exécuté un demi-tour tous les 6 mètres

Pour la zone restaurant au R+1 : les autres allées auront une largeur de passage au minimum de 60 centimètres entre mobiliers.

b. Espace libre inférieur à 2.20 m

Mise en protection des espaces sous volées d'escaliers et autres inférieurs à 2.20 mètres, par moyen visuel et dispositif de contraste visuel :

- Peinture de la structure de couleur contrastée, indication des éléments structurels

- Mise en place d'une signalisation en sol de couleur contrasté et suivant l'annexe 4 de l'arrêté du 8 décembre 2014

c. Palier de repos

Dimension minimale de 1,20 x 1,40 mètre

d. Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour

L'ensemble des locaux ont la possibilité de pouvoir faire un demi-tour intérieur correspondant à un Ø 1,50 mètre, pour ceux qui n'ont pas cette possibilité celui-ci se fera devant la porte, de plus une poignée de rappel sera mise pour les portes ouvertes sur extérieur du local.

e. Espace de manœuvre de porte

Situées latéralement ou perpendiculairement à l'axe d'une circulation, les caractéristiques de manœuvre sont les suivants :

- ouverture en poussant : la longueur minimale de l'espace de manœuvre de porte est de 1,70 mètre ;
- ouverture en tirant : la longueur minimale de l'espace de manœuvre de porte est de 2,20 mètres.

3) Contrainte des passages des pédiluves

Reprise des pédiluves répondant aux exigences :

- Article D1332-10 du code de la santé

- Article X 8 de l'arrêté du 4 juin 1982 : Forme du profil en coupe, en arc avec un flèche 5 centimètres au centre, pente maxi 4 %, Pas de ressaut en entrée et sorti du pédiluve, signalisation et repérage.

Mise en place de mains courantes de chaque côté, et répondant aux exigences de l'article 7.1- 3° atteinte et usage

Longueur des pédiluves seront de 2,50 mètres, afin de permettre le nettoyage complet des roues

Le sol du pédiluve aura une couleur contrastée par rapport à son environnement.

4) Contrainte des passages des caniveaux dans le vestiaire piscine

Mise en place d'élément recouvrant les caniveaux dans vestiaires permettant le passage en fauteuil roulant, ceux-ci seront de matière inox pour répondre à l'hygiène, présenterons un ressaut de 2 centimètres (surélever de 1 centimètre pour le passage de l'eau de chaque côté) ceux-ci auront un moyen de fixation temporaire pour faciliter le nettoyage des caniveaux.

5) Accès à l'aire de jeux de la terrasse extérieure au R+1

Réalisation d'une nouvelle rampe d'accès avec les contraintes suivants articles 2, 6 et 7

Pente de 5% sur une longueur de 5,60 mètres, un palier de repos avec possibilité de faire demi-tour.

Le tout avec une largeur entre mains courantes supérieures à 1,50 mètre, prolongation en début et fin des mains courantes, hauteur de celle-ci sur 90 cm avec remplissage des parties basses pour raison de sécurité.

6) Accès aux emplacements spectateurs pour les UFR proche de la balustrade de la patinoire

Réalisation d'une plateforme surélever de 30 centimètres par rapport au sol pour visibilité des spectateurs en fauteuil roulant, accès à celle-ci par deux rampes aux extrémités avec une pente de 5 % maxi.

Pour la mise en sécurité un garde-corps sera mis autour de celle-ci avec prolongation des mains courantes au bas des rampes de 30 centimètres.

L'ensemble répondra aux exigences des articles 2, 4, 6 et 7 de l'arrêté modifié du 8 décembre 2014

7) Accès à l'aire de patinage

Mise en place d'une rampe amovible temporaire, qui sera mise en place sous la surveillance et assistance du personnel de l'établissement, pour les personnes à fauteuil roulant.

Rampe amovible conforme aux articles 2 et 4 de l'arrêté modifié du 8 décembre 2014

8) Accès équipement extérieur de la piscine

a. Bassins

Mise en place de panneaux signalétiques des lieux, indication des sorties, sanitaires, points essentiels. Répondant aux exigences : Visibilité, Lisibilité, Compréhension.

Repérage des accès aux bassins ;

- Entrée : Reprise de l'intégralité des accès au bassin avec des rampes et palier suivant les exigences des articles 2 à 4, 6 et 7 de l'arrêté modifié du 8 décembre 2014, remplacement des grilles par des grilles colorisé.

- Sortie : dispositif suivant article 7.1 Escaliers, 3° atteinte et usage, marquage des dernières contremarches par une indication de couleur contrastée à l'environnement.

b. Toboggan et pentagliss

Répondrons aux exigences articles 7.1, annexes 3, 4

Mise en place des marquages des nez de marches, contremarches, dalle podotactile, et mains courantes

❖ CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES

[Article 7 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

◆ ESCALIERS

- Contraste visuel et tactile en haut des escaliers
- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastées...)
- Qualité d'éclairage (minimum 150 lux)
- ...

1) Description

a. Caractéristiques dimensionnelles :

Largeur minimale entre mains courantes sera de 1,00 mètre, ou main courante et élément structurel.

Les caractéristiques des marches actuelles seront conservées.

b. Sécurité d'usage :

En haut de chaque volée d'escaliers et sur chaque palier intermédiaire, des dalles podotactiles de couleur contrastée au support seront implantées à une distance de 0,50 mètre maxi à défaut, sinon cette distance sera au moins d'une valeur d'un giron de la dernière marche de la volée.

Les premières et les dernières marches de chaque volée sont pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 10 centimètres, visuellement contrastée par rapport à la marche sur au moins 10 centimètres de hauteur.

Les nez de marches répondent à une exigence d'être contrastée visuellement par rapport au reste de l'escalier sur au moins 3 centimètres en horizontal et d'être non glissant et une qualité d'éclairage de 150 lux suivants article 14.

c. Atteinte et usage :

Mise en place de main courante ou de prolongation de celle-ci avec les caractéristiques suivantes :

- hauteur comprise entre 0,80 et 1,00 mètre mesuré depuis les nez de marches, à défaut de motif raison de sécurité à la hauteur minimale sera requise au même titre que la hauteur des garde-corps
- les mains courantes seront prolongées horizontalement de la longueur d'une marche au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales ;
- différenciée de la paroi support grâce à un éclairage particulier ou un contraste visuel.

◆ ASCENSEURS

- Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible
- Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis...)
- Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire
- ...

1) Description

a. Caractéristiques :

L'ascenseur peut être utilisé par des PMR, celle-ci a fait l'objet d'une mise aux normes actuelle (NF EN 81-70 : 2003) effectué par l'entreprise SAULIERE de Saint Alby tel : 05 63 61 23 13

Réponds aux exigences des articles :

Article 3.1 - signalisation palière du mouvement de la cabine

Article 3.2 - signalisation en cabine

Article 3.3 – pictogramme sur les éléments de secours et signalisation sonore

A été mis en place d'une ligne téléphonique de secours sur standard 7/7j et 24/24h (avec phonie en cabine, sur toit de cabine, sous la cabine et boucle inductive)

Mis en place de signalétique et repérage de l'ascenseur sur l'ensemble des niveaux suivant Article 5

Niveau desservi : trois niveaux, RDC niveau coursive piscine et restaurant avec gradins côté patinoire

❖ TAPIS ROULANTS, ESCALIERS ET PLANS INCLINÉS MÉCANIQUES

[Article 8 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire
- Respect de prescriptions particulières pour le repérage et l'utilisation d'arrêt d'urgence
- Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur
- ...

1) Description

Sans objet

❖ REVETEMENTS DE SOLS, MURS ET PLAFONDS

[Article 9 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle
- Dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions (dureté, aire d'absorption des revêtements et éléments absorbant > 25 % de la surface au sol des espaces d'accueil, d'attente, de restauration...)

- ...

1) Description

a. Général :

Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements sont sûrs et permettent une circulation aisée des personnes handicapées.

Prise en compte des contraintes particulières liées à l'hygiène et à l'ambiance hygrométrique des locaux,

Les revêtements des sols, murs et plafonds ne créent pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle.

Pas de ressaut de plus de 2 cm

i. Entrée, accueil :

Localisation :	Nature
Sol	Granit gris clair
Murs	Béton peint, couleur blanc
Plafonds	Ossature charpente en lamellé collé visible et dessous couverture visible HT > 8 mètres Zone billetterie : dalle faux plafond acoustique 600x 600

ii. Côté piscine :

1. Vestiaires, Espace toilette, accès aux bassins :

Localisation :	Nature
Sol	Carrelage blanc ou jaune
Murs	Béton peint, plusieurs couleur
Plafonds	Dalle faux plafond acoustique 600x 600

2. Piscine :

Localisation :	Nature
Sol	Carrelage blanc (pédiluve carrelage couleur contrasté au blanc)
Murs	Béton peint, couleur blanc
Plafonds	Ossature charpente en lamellé collé visible et dessous couverture visible HT > 6 mètres

iii. Côté patinoires

1. Vestiaires et espace toilette :

Localisation :	Nature
Sol	Dalle PVC de couleur noire
Murs	Béton peint, plusieurs couleur
Plafonds	Dalle faux plafond acoustique

2. Espace patinoire et gradins

Localisation :	Nature
Sol	Dalle PVC de couleur noire (RdC), béton (Gradins)
Murs	Béton peint, plateau bac acier perforé pour acoustique de couleur blanc
Plafonds	Ossature charpente en lamellé collé visible et dessous couverture visible HT > 6 mètres

b. Acoustique et aux effets de réverbérations :

Il sera mis en place des éléments permettant à la réduction des bruits divers (Exemple : des baffes acoustiques sur les murs ou remplacement des faux plafonds en dalle 600 x 600 par des éléments plus acoustiques)

❖ PORTES, PORTIQUES ET SAS

[Article 10 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des ferme-porte, repérage des parties vitrées, espaces de manœuvre de portes cf annexe 2 de l'arrêté du 1^{er} août 2006...)

1) Description

Toutes les portes situées sur les cheminements ont les exigences suivantes ;

- **Portes-principes sur le cheminement** : passage libre minimal de 1,20 mètre de largeur, le passage du vantail de service ayant une largeur minimale de 80 centimètres, et de 77 centimètres libres, porte ouverte à 90 degrés

- **Porte annexe** : Passage avec une largeur de passage libre minimal de 77 cm porte ouverte à 90 degrés

- **Les portiques de sécurité après accueil**, il est prévu de revoir l'ensemble pour avoir un passage libre 77 centimètres entre les éléments, pour les personnes en fauteuil roulant, l'accès devra se faire par le portique à deux vantaux avec une mise en place des consignes et une personne de l'établissement qui pilotera l'ouverture de celle-ci pour les entrées aux vestiaires. Au niveau sécurité celle-ci s'ouvrira automatiquement.

Les espaces de manœuvre devant les portes auront les exigences suivant l'annexe 2 au minimum

2) Atteinte et usage

Les poignées de porte seront facilement préhensibles et manœuvrables en position « debout » comme « assis », ainsi que par une personne ayant des difficultés à saisir et à faire un geste de rotation du poignet, toute poignée qui ne rentrera pas ce cas, une remplacer des béquilles par une béquille rallongée.

Remplacement des ferme-porte ayant un effort supérieur à 50 newtons par un qui soit PMR.

Mise en place des pictogrammes et norme de la pièce ou lieu sur les portes-desservant des pièces ou lieux à être utile pour le PMR,

Pour les portes ouvrantes sur l'extérieur dans les zones où le demi-tour est impossible et que le Ø 150 se trouvant à l'extérieur, il sera mis en place sur les ouvrants un système de poignée de rappel.

3) Sécurité d'usage

Les portes et parois vitrées importantes seront repérées par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne créent pas de gêne visuelle, grâce à la mise en place de bandes adhésives ou vitrophanie, avec une couleur qui contraste, ces bandes positionnées horizontales d'une largeur de 5 centimètres situés à 1,10 mètre et 1,60 mètre de hauteur.

❖ LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC, EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE

[Article 11 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014 et du 8 décembre 2014]

- Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commande (contraste visuel, signalisation...)

- Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieures des lavabos ; guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'usage d'un clavier.

- Caractéristique minimale à respecter pour les commandes manuelles, les fonctions de voir, entendre ou parler

- Information sonore doublée par une information visuelle

1) Repérage

Les équipements et le mobilier sont repérables grâce notamment un contraste visuel par rapport au support, et par une signalétique,

Les dispositifs de commande sont repérables par un contraste visuel et indiqué par une signalétique, ou tactile

2) Atteinte et usage

Les espaces d'usage répondront aux exigences de l'annexe 2,

Les commandes d'utilisation des équipements sont à une hauteur entre 90 et 130 centimètres du sol et a plus de 40 centimètres des angles rentrants et/ou obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

Pour les banques d'accueils et guichet, mise en place de zone de desserte pour personnes assises ou debout à mobilité réduite, avec la réalisation de tablette ou reprise de comptoir avec les caractéristiques suivant :

- Hauteur maximale de 80 centimètres et un vide en partie inférieur d'au moins 30 centimètres de profondeur, 60 centimètres de largeur et 70 centimètres de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.

Mis en place pour chaque point d'accueil, un dispositif de sonorisation est équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique qui sera signalée par un pictogramme.

Les éléments de signalisation et d'information répondent aux exigences définies à l'annexe 3.

❖ SANITAIRES

[Article 12 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014 et du 8 décembre 2014]

- Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées
- Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur
- Positionnement de la cuvette (hauteur...), de la barre d'appui...
- Positionnement des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains...
- Obligation d'un lave-mains à l'intérieur des sanitaires « H »
- ...

1) Généralité

Côté piscine intérieure :

Un sanitaire mixte à proximité de la circulation en sortie des vestiaires.

Côté piscine extérieure :

Aménagement de deux sanitaires PMR H/F avec signalétique,

Côté patinoire :

Deux sanitaires H/F avec signalétique,

Zone restaurant (R+1)

Un sanitaire mixte à proximité de la circulation proche de l'ascenseur.

Chaque cabinet d'aisances sera équipé : un lavabo adapté, un distributeur papier, une barre de translation, miroir, distributeur de savon, sèche-mains, patères

Pour les lavabos en batterie, au moins un d'entre eux sera mis en accessibilité PMR

2) Caractéristique

Chaque zone comportera une espace intérieur libre de 80 x 130 centimètres pour le fauteuil,

Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2, situé à défaut, à l'extérieur, mise en place de poignée de rappel sur les portes ouvrant sur l'extérieur

3) Atteinte et usage

Pour les portes ouvrantes sur l'extérieur dans les zones où le demi-tour est impossible et que le Ø 150 se trouvant à l'extérieur, il sera mis en place sur les ouvrants un système de poignée de rappel.

Ils comporteront un lave-mains accessible dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 85 centimètres

Une cuvette est située à une hauteur comprise entre 45 et 50 centimètres du sol, abattant inclus, à l'exception des sanitaires destinés spécifiquement à l'usage d'enfants

Une barre d'appui latérale est prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant, située à une hauteur comprise entre 70 et 80 centimètres.

Les lavabos accessibles présenteront un vide en partie inférieur d'au moins 30 centimètres de profondeur, 60 centimètres de largeur et 70 centimètres de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.

Les équipements et le positionnement de la robinetterie permettent un usage complet du lavabo en position assis.

Urinoirs en batterie, abaissement d'un urinoir.

❖ SORTIES

[Article 13 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 et du 8 décembre 2014]

- Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours
- ...

1) Généralité

Les sorties seront aisément repérées, atteintes et utilisées par les personnes handicapées grâce à un ensemble des signalisations

Les équipements de commande seront adaptés suivant les dispositions précédemment évoquées, répondront aux exigences de l'annexe 3, ainsi qu'aux dispositions mises en place pour la sécurité incendie. Afin de réaliser une évacuation rapide et fluide.

❖ ÉLÉMENTS D'INFORMATION ET DE SIGNALISATION

[Annexe 3 à l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales à respecter concernant les éléments d'information et de signalisation fournies de façon permanente aux usagers
- ...

1) Généralité

Mise en place d'une signalétique sur l'ensemble de l'établissement et sur les zones accessibles au PMR, avec les exigences :

- Être visible en tous points, sans rompre une chaîne de continuité d'information sur les cheminements
- Être lisible et compréhensible suivant distance

L'ensemble répondant aux exigences de l'annexe 3.

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

❖ ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ASSIS

[Article 16 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des emplacements à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)

- ...

1) Généralité

Les emplacements seront accessibles par un cheminement praticable sont aménagés avec une signalétique adaptée

Pour la zone restaurant au R+1, elle sera accessible depuis l'ascenseur ou les escaliers adaptés, ainsi que les emplacements aux usagers en fauteuil roulant à l'étage pour la partie piscine et patinoire

2) Nombre de places et répartition

Espace piscine : 6 places à proximité du bassin compétition au RDC + 3 place sur coursive à l'étage (9 places pour 310 places assises)

Espace patinoire : 15 places proches de la patinoire au RDC + 6 places au R+1 proche des gradins (21 places pour 982 places assises)

Espace restaurant : chaque zone au minimum deux emplacements UFR (3 unités côté restaurant piscine, 3 unités pour la salle extérieure, 2 unités côté bar patinoire, terrasse extérieure 2 unités minimales +1 par tranche de 50 personnes assises)

3) Caractéristiques

Chaque emplacement accessible à un espace d'usage sera conforme l'annexe 2.

Le cheminement d'accès répond à l'article 6.

❖ ÉTABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX D'HEBERGEMENT

[Article 17 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des chambres à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)
- Toutes les chambres doivent être adaptées dans le cas d'établissements d'hébergement de personnes âgées ou handicapées

Sans objet

❖ DOUCHES ET CABINES

[Article 18 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des cabines et des douches à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles, nature des équipements)

- ...

1) Généralité

Pour les espaces piscine mise en accessibilité des cabines de douche et de change adapté, celle-ci sont accessible par un cheminement praticable.

2) Nombre

Établissement comprenant pas plus de 20 cabines ou espace adapté :

Dans espace piscine :

- Cabine de change : 4 cabines dont un pour les personnes à fauteuil, sont adaptées sur 15 cabines, dans le vestiaire
- Une cabine de change dans une pièce dédié au PMR à fauteuil roulant
- Cabine de douche : 2 unités proches de la circulation aux bassins

3) Atteinte et usage

Les cabines ou espaces à usage individuel adaptés comportent en dehors du débâtement de porte éventuel :

- un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2. ;
- un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout »

Les douches adaptées auront :

- un siphon de sol affleurant au sol,
- un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout » avec les mêmes contraintes que les cabines d'aisance.
- une espace de demi-tour est située devant les portes, avec la mise en place d'une poignée de rappel sur la porte pour refermer
- équipements accessibles en position « assis », notamment des patères, robinetteries, sèche-cheveux, miroirs, dispositifs de fermeture des portes.

❖ CAISSES DE PAIEMENT DISPOSEES EN BATTERIE

[Article 19 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des caisses de paiement disposées en batterie à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)
- Largeur minimale d'accès aux caisses ;
- ...

Sans objet

DEMANDE ÉVENTUELLE DE DÉROGATION

Mise en garde : l'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogré

1) Escalier d'accès aux gradins depuis le Rez-de-chaussée

a. Règles à déroger

b. Éléments du projet auxquels s'appliquent ces dérogations

c. Justifications de chaque demande

d. Si mission de service public, mesures de substitution proposées

Date et signature du demandeur